



Taxes et tabac : une stratégie gagnante

Grâce à des fonds de Santé Canada, le CRDI appuie une étude économique qui aide le gouvernement de la Jamaïque à réfuter les arguments de l'industrie du tabac à l'encontre de l'augmentation prévue des taxes sur les cigarettes, augmentation visant à donner un nouveau souffle à la stratégie de lutte contre le tabagisme dans ce pays.

« La recherche révèle qu'une augmentation maximale des taxes, soit à quelque 70 % du prix de détail, serait bénéfique à toutes les parties, tant pour ce qui est de réduire la consommation de tabac que d'accroître les revenus. »

Eva Lewis-Fuller, directrice de la division de la santé internationale, ministère de la Santé de la Jamaïque

Le défi sur le plan du développement : réduire l'usage du tabac sans nuire aux revenus de l'État

Le tabagisme pose une sérieuse menace à la santé publique mondiale. D'après les enquêtes les plus récentes, le bilan annuel des décès attribuables au tabac à l'échelle internationale se chiffre à 5 millions de personnes. Et, si la tendance se maintient, ce nombre devrait doubler chaque année d'ici 2020. En 2030, 70 % des décès liés au tabagisme surviendront dans des pays en développement. L'usage du tabac causera la mort prématurée d'un fumeur sur deux, dont nombreux seront d'âge moyen et auraient pu jouir encore de plusieurs années de vie productive.

Pour contrer ces effets, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a proposé la Convention-cadre de lutte contre le tabagisme (CCLT). Adoptée à l'unanimité en mai

2003 par les États membres de l'OMS, le traité est entré en vigueur en février 2005 après avoir été ratifié par 40 pays. D'ailleurs, à l'heure actuelle, ce sont plus de 100 pays qui ont signé ou ratifié ce traité. La CCLT expose brièvement les mesures envisagées en faveur d'une réduction tant de l'offre que de la demande de tabac. Les dispositions concernant la demande englobent l'augmentation du prix du tabac par la hausse de la taxe d'accise, la création de lieux publics sans fumée, l'application obligatoire de mises en garde sur les paquets de cigarettes et de tabac, l'interdiction de publicité, de promotion et de commandites par les sociétés productrices de tabac et le lancement de programmes de renoncement au tabac. La Convention vise également à réduire l'offre de produits du tabac en prônant l'imposition de restrictions sur la vente de cigarettes aux mineurs, en mettant un frein au commerce illicite du tabac et en incitant les tabaculteurs à pratiquer des cultures de remplacement.

Toutefois, les pays qui veulent appuyer les objectifs de la CCLT à l'échelle nationale font face à certains obstacles. Nombre de

gouvernements, par exemple, prennent au sérieux les arguments de l'industrie du tabac selon lesquels l'augmentation des taxes sur les cigarettes videra les coffres de l'État, d'une part, en réduisant le nombre des fumeurs et, d'autre part, en favorisant la création de marchés noirs échappant au fisc.

En Jamaïque, les retombées économiques ont été une préoccupation de taille pour le gouvernement lorsqu'il a étudié la possibilité d'augmenter les taxes sur le tabac. Si le ministre de la Santé était en faveur de cette solution, le ministre des Finances se montrait plus réticent. C'est que la Jamaïque connaît depuis 1980 une stagnation économique accompagnée de fortes poussées inflationnistes. Les deux tiers des dépenses totales du gouvernement jamaïcain sont donc consacrés au service de la dette étrangère. Aussi voulait-il être bien sûr que la hausse des taxes sur le tabac n'allait pas nuire davantage à l'économie.

L'idée : une recherche rigoureuse est le meilleur fondement de politiques publiques efficaces

Le taux de tabagisme a certes diminué en Jamaïque, mais avant d'avoir recours à des politiques économiques visant à réduire encore davantage l'usage du tabac, le gouvernement voulait savoir précisément quelles seraient les conséquences à prévoir sur l'économie. Une étude locale (par la suite jugée insuffisante) appuyait alors la position de l'industrie du tabac selon laquelle la hausse des taxes sur le produit aurait de néfastes répercussions économiques.

Grâce au financement consenti par Santé Canada, le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) — qui assure déjà au ministère de la Santé de la Jamaïque un soutien permanent à la recherche sur la lutte antitabac par l'entremise de son secrétariat Recherche pour la lutte mondiale contre le tabac (RMCT) — a jumelé des Jamaïcains à des partenaires de recherche de l'Afrique du Sud, et l'équipe de chercheurs a analysé l'incidence économique qu'aurait une augmentation de la taxe d'accise sur les cigarettes appliquée dans le cadre d'une stratégie pertinente de lutte contre le tabagisme.

D'après les enquêtes les plus récentes, le bilan annuel des décès attribuables au tabac à l'échelle internationale se chiffre à 5 millions de personnes.

Convention-cadre de lutte contre le tabagisme (CCLT). Adoptée à l'unanimité en mai

Cette étude a été menée par Corné Van Walbeek, maître de conférence à la Faculté des sciences économiques de l'Université du Cap, en collaboration avec Eva Lewis-Fuller et ses collègues du ministère de la Santé de la Jamaïque. Van Walbeek est un spécialiste de l'économie de la lutte contre le tabagisme dont les travaux antérieurs, financés par RMCT, ont influé sur les politiques antitabac en Afrique du Sud. Sa familiarité avec la situation de ce pays a permis d'établir d'intéressantes comparaisons Sud-Sud et de mettre en commun les connaissances sur la Jamaïque et l'Afrique du Sud.

La recherche : clarifier les principes économiques de la lutte antitabagisme

La recherche internationale révèle que l'augmentation du prix des cigarettes est la plus efficace de toutes les démarches de réduction de la demande de produits du tabac. On a déjà cru qu'en raison de son caractère toxicomanogène, le tabac ferait exception au principe microéconomique selon lequel un prix plus élevé entraîne invariablement une diminution de la demande. Des données issues d'un grand nombre d'études empiriques prouvent cependant que ce n'est pas le cas. Des prix plus élevés influent sur la demande de tabac de deux façons, à savoir en incitant les fumeurs à cesser de fumer ou à fumer moins et en dissuadant les non fumeurs de commencer à fumer. Les données probantes laissent entendre que les adolescents sont plus influencés par le prix que les adultes, ce qui porte à croire que l'augmentation des prix serait un facteur dissuasif important pour décourager les jeunes de fumer.

Corné Van Walbeek a élaboré des modèles économiques reposant sur des données jamaïcaines pour examiner l'effet possible de la hausse de la taxe d'accise tant sur les ventes de tabac que sur les recettes de l'État. Ces prévisions indiquent qu'une hausse des taxes sur le tabac — du niveau actuel de 52 % du prix du marché à environ 72 % — augmenterait de près de 50 % les revenus du gouvernement provenant de la vente de tabac, tout en diminuant la demande d'environ 40 %. C'est donc une situation favorable aux deux parties,

puisque qu'elle a des effets avantageux à la fois pour la santé publique et pour l'économie.

Ce scénario est plausible si l'on en croit l'expérience d'autres pays. Par exemple, de 1994 à 1998, l'Afrique du Sud a relevé la taxe d'accise de 34 % à 50 % du prix de détail des cigarettes. Il en est résulté une diminution globale de 15 % de la consommation de tabac, une réduction de l'usage du tabac de 20 % par habitant et une augmentation de 75 % des revenus réels du gouvernement tirés des taxes sur le tabac.

Sur le terrain : une feuille de route vers la jonction de finances saines et d'une santé florissante

Le rapport économique a eu une influence directe sur la politique de l'État.

En avril 2005, Corné Van Walbeek et Eva Lewis-Fuller ont rencontré de nombreux intervenants en Jamaïque, dont des responsables des politiques, des universitaires, des militants de la lutte contre le tabagisme ainsi que des représentants des médias pour discuter des constatations du projet. Les résultats des travaux de recherche ont été particulièrement bien accueillis par les représentants du ministère des Finances. Le gouvernement jamaïcain a accepté la recommandation du rapport selon laquelle il faudrait augmenter progressivement les taxes sur le tabac jusqu'à ce qu'elles atteignent la barre des 70 % du prix de détail du produit (pourcentage de taxes relativement équivalent à celui qu'imposent certains pays européens). Ainsi, en avril 2005, le gouvernement a donné suite à cette recommandation en annonçant sa nouvelle politique et la première d'une série de hausses des taxes sur les produits du tabac. Cette première hausse a eu pour effet de relever le prix des cigarettes de 8 % à 10 %.

La publication de ce rapport, intitulé *The Economics of Tobacco Control in Jamaica: Will the Pursuit of Public Health Place a Fiscal Burden on Government?*, a en outre donné l'occasion de tenir un débat public sur ce sujet. Les auteurs en ont profité pour expliquer au public et aux journalistes en quoi le nouveau régime fiscal constituait une solution gagnante.



Alamy: TOTO

Une société qui compte moins de fumeurs est une société en meilleure santé.

LA RECHERCHE BIEN APPLIQUÉE



CRDI: N. Male

En outre, la Jamaïque est désormais en mesure de mettre en oeuvre d'autres moyens de lutte contre le tabagisme dictés par la CCLT, qu'a ratifiée le gouvernement jamaïcain le 7 juillet 2005. Il s'agira notamment d'interdire la publicité sur le tabac et d'adopter une loi à l'appui des lieux publics sans fumée. Vu le nombre démesuré de groupes de pression antitabac (par rapport à la petite taille de la population) et le rôle actif des médias jamaïcains dans les débats relatifs aux effets du tabagisme sur la santé, on s'attend à ce que la population appuie majoritairement ces prescriptions. De plus, à l'heure actuelle, le CRDI soutient financièrement une étude sur les coûts des soins de santé liés à l'usage du tabac en Jamaïque.

L'incidence : une bonne affaire en vue pour les finances et la santé publique

Il est encore trop tôt pour dire si la nouvelle mesure fiscale sur le tabac aura, en matière de finances et de santé publique, les résultats escomptés selon les prévisions économiques contenues dans le rapport. Néanmoins, il est permis d'espérer, compte tenu des expériences vécues ailleurs, que les recettes de l'État augmenteront et que la consommation de cigarettes diminuera. On s'attend également à ce que le recul du tabagisme ait d'autres retombées économiques puisque la réduction des maladies liées à l'usage du tabac aura pour effet de diminuer la charge de morbidité et ses conséquences pour le système de santé. Par ailleurs, les attentes sont élevées sur le plan social, dans la mesure où une société qui compte moins de fumeurs est une société en meilleure santé.

Les défis de l'avenir : agir sur plusieurs fronts

Le ministère de la Santé de la Jamaïque s'est dit intéressé à publier les résultats de l'étude sous forme de brochure afin d'assurer une diffusion plus large des constatations, non seulement parmi les ministères du gouvernement jamaïcain que cette question regarde mais dans toute la région des Caraïbes.

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), un organisme canadien, est l'un des chefs de file de la production et de l'application de nouvelles connaissances pour relever les défis du développement international. Depuis plus de 35 ans, le CRDI travaille en étroite collaboration avec les chercheurs des pays en développement pour créer des sociétés en meilleure santé, plus équitables et plus prospères.

Centre de recherches pour le développement international
CP 8500

Adresse municipale : 250, rue Albert
Ottawa (Ontario) Canada K1G 3H9
Tél. : (613) 236-6163
Télec. : (613) 238-7230
Courriel : info@crdi.ca

www.crdi.ca